

McINNIS (Edgard), *Canada, A Political and Social History*,  
Rinehart & Cie, New-York, Toronto 1947. XV—574 pages

Maurice Séguin

Volume 2, numéro 2, septembre 1948

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801462ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801462ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Séguin, M. (1948). Compte rendu de [McINNIS (Edgard), *Canada, A Political and Social History*, Rinehart & Cie, New-York, Toronto 1947. XV—574 pages]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 2(2), 296–299.

<https://doi.org/10.7202/801462ar>

*Mc INNIS* (Edgard), *Canada, A Political and Social History*, Rinehart & Cie, New-York, Toronto 1947. XV — 574 pages.

Ce volume renferme une centaine de reproductions hors-texte de gravures ou de portraits anciens, de photographies récentes et une douzaine de cartes dressées par L. Dunne. Un premier chapitre s'attache surtout à décrire les principaux traits du milieu physique qui influenceront le développement historique. Cinq chapitres traitent du régime français. Six chapitres se rapportent aux diverses colonies de l'Amérique du Nord britannique avant 1867. Huit chapitres couvrent la période qui s'étend de la Confédération à nos jours. Une bibliographie indique les principaux ouvrages sur la Nouvelle-France, l'Amérique du Nord britannique et le Dominion du Canada. Le texte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est retranscrit en appendice. Enfin un index élaboré clôt le volume.

De cette histoire non seulement politique mais aussi économique et sociale, nous nous bornerons à signaler certains aspects qui intéressent plus particulièrement les Canadiens français. Dans le domaine économique-social, la position inférieure des vaincus de 1760 s'y trouve, à notre avis, très justement décrite. L'A. expose d'abord les lourdes conséquences de la Conquête: la vie économique des Canadiens français en est bouleversée; les Britanniques, par le fait même du changement d'empire, deviennent les seuls maîtres de la haute organisation économique du pays (p. 131):

The existing commercial life of the colony had been stricken at its roots.....The conquest transferred Canada's commercial dependence from Paris to London, and it was the British merchants with their connections in England who were the essential instruments of trade and prosperity. They stepped right into the key positions in the economic life of the province of Quebec, and that fact made them of salient importance in political affairs as well.

Après 1850 avec l'âge du chemin de fer, comme vers 1900 avec l'essor de l'industrie, ceux-là qui financent et gèrent les grandes affaires dominant de plus en plus la vie politique. Aussi l'A. souligne-t-il le paradoxe de l'alliance des Canadiens français et des Tories ou parti des grandes affaires (p. 280 et 345). Et la situation ne s'est pas modifiée lorsque les Canadiens français s'inféodèrent au parti libéral, car ce dernier en participant au pouvoir devint, par la force des choses, l'héritier des Tories (p. 379-381). A ces constatations, qu'on ajoute la dépendance d'une grande partie de la masse prolétarienne canadienne-française qu'exploitent des capitalistes d'une autre nationalité, et l'on admettra que l'A. a parfaitement saisi deux des principaux résultats de l'industrialisation du pays: l'occasion d'assimiler les Canadiens français et la naissance de nouveaux griefs (p. 452):

In one aspect the absorption of the French into industrial society offered the greatest prospect of breaking down the religious and cultural barrier. In another the immediate effect was to create new areas of friction. etc.

Dans le domaine politique, remarquons d'abord que l'A. attribue à la loi constitutionnelle de 1791 son véritable sens. Bien loin de vouloir consacrer définitivement la nationalité canadienne-française, les législateurs avaient en vue l'anglicisation graduelle et volontaire du peuple du Bas-Canada. Pitt, comme on l'a déjà écrit, diffère peu de Durham (p. 171-2):

Yet Pitt and his colleagues appear to have felt that the outcome would be a gradual assimilation of the French. By following the complete British model of law and government, they felt, Upper Canada would become so happy and prosperous that the French would be moved to envy and emula-

tion and would abandon their older ways in order to share in the full blessings of British institutions.

De même l'A. expose-t-il comment l'obtention de la responsabilité ministérielle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle est l'œuvre d'un petit groupe d'impérialistes qui, contrairement à la plupart de leurs contemporains, avaient conservé foi en l'avenir de l'Empire (p. 225). Pour Durham, responsabilité ministérielle (self-government) ne signifie pas sécession (p. 229). Comme riposte à Lord Russell qui prétendait que l'octroi de la responsabilité ministérielle ouvrirait nécessairement la voie à la dislocation de l'Empire, J. Howe de la Nouvelle-Écosse démontre qu'au contraire cette responsabilité ministérielle constitue le plus sûr garant de la survie de l'Empire (p. 233).

En abordant la période de la Confédération, l'A. se révèle un partisan de la centralisation. Avant 1867, ce n'étaient que communautés éparses; après, ce sera une *nation* (p. 288). Les Pères de la Confédération ont voulu faire du gouvernement fédéral le pouvoir prépondérant, doté des plus importantes sources de revenus; les gouvernements provinciaux ne devaient être guère mieux que des conseils municipaux chargés d'administrer les affaires purement locales (p. 291-3). Selon Macdonald, on allait récolter tous les avantages d'une union législative (p. 305). Et l'A. de soutenir que la constitution de 1867 n'aurait pas dû donner prise à cette théorie qui tend à représenter la Confédération comme un pacte (p. 305). A son avis, on doit tenir pour malencontreuses les quelques décisions du Conseil Privé favorables aux provinces. Ces arrêts paralysent le bon fonctionnement de la constitution et empêchent le gouvernement fédéral de s'attaquer en toute liberté aux problèmes d'ordre national (p. 355). Le rapport Rowell-Sirois analyse brillamment la situation et l'impasse actuelle des relations fédérales-provinciales exige une solution (p. 464-5).

Sans doute, l'A. reconnaît-il que c'est folie d'espérer la fusion des deux groupes ethniques (p. 450-1):

The only workable basis was one which accepted Canada as a biracial state... English extremists must abandon their insistence on an unattainable uniformity and concede to the French the fullest cultural autonomy that was compatible with national unity.

Cependant il n'admet pas que les Canadiens français forment une nation et qu'ils ne puissent se contenter de cette autonomie culturelle. La politique de Mercier se voit qualifiée de « narrow racial nationalism » (p. 365) et celle de Bourassa avait pour objet « a narrow devotion to race and creed » (p. 395).

L'A. reproche aux gouvernants d'avoir négligé d'entreprendre de méthodiques et patientes campagnes d'éducation des masses en vue d'amener les deux groupes ethniques à collaborer « sur le vaste terrain commun de

l'intérêt national » (p. 450-1). Mais voilà que ce fameux intérêt national *commun* prend une singulière extension (p. 474): « Any crisis that threatened Britain's security was of major concern to Canada. » et plus loin (p. 478) on nous réaffirme le « Canada's basic interest in Britain's survival as a bulwark of the democratic way of life... », comme si l'intérêt des Britanniques du Canada (à peine 50% de la population) devait tout naturellement servir d'unique loi à l'ensemble du pays, y compris les 3,500,000 Canadiens français. Finira-t-on par se rendre compte que tout impérialiste prêchant l'unité ou l'union nationale est un illogique et un utopiste ?

Maurice SÉGUIN